
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES [pour la demande de propositions (DP) prévue]

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- (a) Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
- (i) Les soumissionnaires canadiens doivent détenir une attestation de sécurité d'organisme valide conformément à la clause 1 qui figure à la section 7.6.1 (A), Exigences en matière de sécurité pour entrepreneur canadien, de la partie 7, Clauses du contrat subséquent.
 - (ii) Les membres du personnel proposés par un entrepreneur canadien qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens protégés ou à des installations dont l'accès est réglementé doivent respecter les exigences relatives à la sécurité, telles qu'elles sont énoncées à la clause 2 qui figure à la section 7.6.1 (A), Exigences en matière de sécurité pour entrepreneur canadien, de la partie 7, Clauses du contrat subséquent.
 - (iii) Les soumissionnaires internationaux doivent provenir d'un pays pour lequel un instrument bilatéral international en matière de sécurité industrielle a été négocié dans le cadre du Programme de sécurité industrielle (PSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), comme indiqué dans la section 7.6.1 (B) de la partie 7, Clauses du contrat subséquent. Dans le cadre du PSI, des accords internationaux et bilatéraux en matière de sécurité industrielle ont été conclus avec les pays énumérés dans le site Web suivant de TPSGC : <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/gvrnmnt/risi-iisr-fra.html>.
- (b) Le Canada ne retardera pas l'attribution d'un contrat pour permettre aux soumissionnaires d'obtenir les attestations de sécurité requises ou de réaliser les activités nécessaires à cette fin.
- (c) Les soumissionnaires qui ne détiennent pas actuellement d'attestations de sécurité du personnel et des organisations auprès du gouvernement fédéral canadien, ou les soumissionnaires qui ne respectent pas les exigences relatives à la sécurité énoncées à la partie 7, ou les soumissionnaires qui recherchent de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de TPSGC (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).
- (d) Dans le cas d'un soumissionnaire constitué en coentreprise, chaque membre de la coentreprise doit respecter les exigences relatives à la sécurité.

6.2 Souveraineté des données

La protection de ces renseignements est, du point de vue de la confidentialité et de la sécurité, essentielle pour l'intégrité des programmes du gouvernement, qui est à la base de la confiance envers le Canada. Tous les renseignements gérés par le Canada exigent une protection, incluant les renseignements publiés et accessibles au public, en vue d'en assurer adéquatement la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité. Dans la foulée de la SAE, des renseignements d'une cote de sécurité pouvant aller jusqu'à Protégé B seront traités; la solution devra donc permettre d'intégrer les contrôles appropriés en vue de protéger les intérêts du Canada et ceux de ses partenaires selon ce niveau de sécurité. Aucun

renseignement d'une cote de sécurité supérieure à Protégé B ne sera traité au moyen de cette solution.

Par ailleurs, les contrôles de sécurité, qui permettent de veiller à la confidentialité, à l'intégrité et à la disponibilité de la solution, sont essentiels à la SAE, du fait que la population canadienne s'attend à ce que le Canada prenne toutes les mesures nécessaires à la protection des renseignements personnels et de nature délicate.

Voilà pourquoi la SAE et l'infrastructure connexe devra être mises sur pied à l'intérieur des frontières géographiques du Canada. Des mesures contractuelles et techniques rigoureuses seront mises en place pour veiller à ce que les renseignements du gouvernement, qu'ils soient actifs ou inactifs, soient protégés en permanence, grâce au chiffrement, et consultés uniquement par des personnes autorisées à accéder à l'infrastructure aux fins approuvées dans le cadre de la SAE.